

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A-279 DU 19 SEPTEMBRE 2014
MODIFIANT L'ARTICLE 8 DE LA CONVENTION

NOR : ASET1451129M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

L'UGICT CGT ;

La CFTC cadres ;

La CFDT cadres ;

La CGT-FO cadres,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 8 de la convention collective nationale du 14 mars 1947 est modifié comme suit :

Le premier alinéa est supprimé.

Le premier paragraphe est désormais libellé comme suit :

« Pour satisfaire aux obligations prévues par la présente convention, les entreprises nouvelles doivent adhérer à l'institution membre de l'AGIRC appartenant au groupe de protection sociale désigné, par voie de délibération ⁽¹⁾, pour le département (ou, pour Paris, l'arrondissement) où se situe leur siège social. »

Le paragraphe 2 est inchangé.

(1) Délibération D 55.

Le paragraphe 3 est désormais libellé comme suit :

« Toute nouvelle entreprise, même si elle n'emploie pas immédiatement de salariés, est tenue d'adhérer à une institution membre de l'AGIRC dans le respect des règles précitées dans le présent article.

Cette adhésion n'implique aucun versement de cotisations jusqu'à l'embauche de salariés. »

Le paragraphe 4 est inchangé.

Article 2

Les dispositions du présent avenant s'appliquent aux entreprises nouvelles créées à compter du 1^{er} janvier 2015.

Fait à Paris, le 19 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)